

1.2 Environnement littoral et marin en métropole

En 2013, les 869 **communes littorales** de la France métropolitaine regroupent 6,2 millions d'habitants et couvrent 4 % du territoire. Avec 285 habitants par km², la densité moyenne de la population y est 2,5 fois plus élevée que la moyenne nationale. Cette pression démographique s'explique par de forts soldes migratoires en Atlantique et en Méditerranée (haliotropisme). Les soldes naturels sont négligeables du fait d'une population plus âgée que la moyenne. Dans ces territoires littoraux, la population se concentre à proximité de la mer. La densité de population est de plus de 430 habitants par km² à moins d'un kilomètre de la côte, contre 133 sur la bande comprise entre 5 et 10 kilomètres de la mer. Ainsi, un métropolitain sur huit réside à moins de 10 kilomètres de la mer. Les communes littorales disposent également de plus de 7,5 millions de lits touristiques, surtout en résidences secondaires. Ces territoires sont exposés, pour certains, aux phénomènes d'érosion côtière, pour d'autres, à la submersion marine. Plus de 200 000 personnes habitent dans les zones basses à moins de un kilomètre de la côte, où les risques de submersion s'intensifient avec la montée du niveau des océans.

Conséquence directe de cette pression humaine, la densité de constructions à usage d'habitation dans les communes littorales est trois fois plus forte que la moyenne nationale. Les espaces artificialisés y occupent 15 % du territoire, soit 2,6 fois plus que la moyenne. Cette part atteint 29 % à moins de 500 mètres de la côte ; les espaces naturels situés dans cette bande sont de plus en plus confrontés à l'extension de l'urbanisation. Par ailleurs, l'économie de ces territoires s'oriente nettement vers la satisfaction des ménages, résidents et touristes. La sphère présentielle regroupe les trois quarts de l'emploi salarié des communes littorales. À lui seul, le tourisme littoral génère près de 187 000 emplois en 2012, soit presque autant que tous les autres domaines d'activité maritime (produits de la mer, transport, construction navale, etc.) et leurs 206 600 emplois.

Définitions

Commune littorale, masse d'eau, état écologique, état chimique, qualité des eaux de baignade, territoires artificialisés : voir *annexe Glossaire*.

Pour en savoir plus

- Site Internet de l'Observatoire national de la mer et du littoral, www.onml.fr

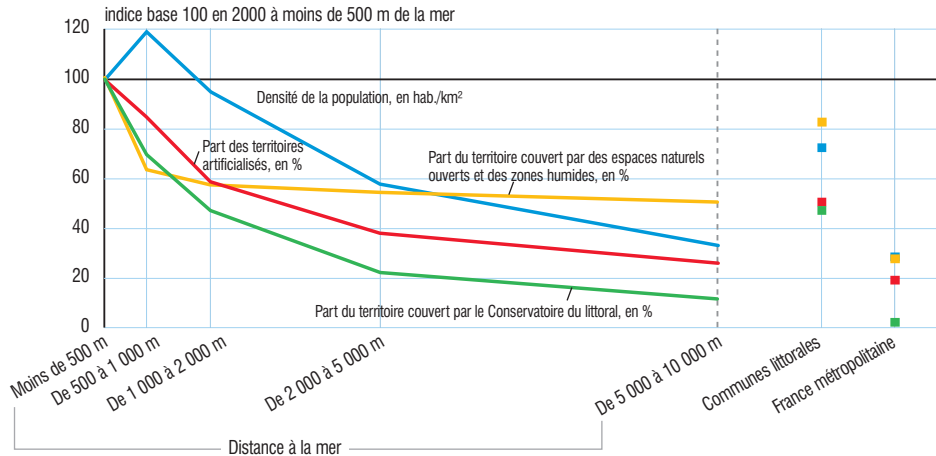
Pour juguler cette pression, les outils d'urbanisme et de planification sont nombreux en bord de mer. La part des communes rurales littorales disposant d'un plan local d'urbanisme est supérieure de 70 % à ce qui est observé pour l'ensemble des communes rurales. Les niveaux de protection des espaces naturels sont également plus élevés.

En mer, la moitié des **masses d'eau** côtières ont un bon ou très bon **état écologique** ; c'est plus que pour l'ensemble des eaux de surface – eaux littorales, rivières et plans d'eau (43 %). Toutefois, la situation est moins bonne dans les estuaires et les lagunes, où seulement un quart de ces masses d'eau sont dans un bon ou très bon état. Ce constat est le même pour l'**état chimique** des masses d'eau. 98 % des 1 827 sites de baignade en mer ont une qualité au moins suffisante. Par ailleurs, de 1989 à 2012, la qualité bactériologique des coquillages s'est améliorée ; dans le même temps, les épisodes de proliférations de phytoplancton fluctuent d'année en année sans tendance nette. Les flux de phosphore à la mer via les fleuves diminuent depuis 1999 du fait de l'amélioration des performances des stations d'épuration et d'un meilleur taux de raccordement des logements au réseau d'assainissement. Sur la même période, les flux de nitrates du continent vers la mer, surtout d'origine agricole, peinent à diminuer. En mer, si les pollutions répertoriées diminuent sensiblement depuis une dizaine d'années à la suite du durcissement de la législation, les déchets marins, dont les rejets annuels sont estimés à 10 millions de tonnes sur l'ensemble de la planète, demeurent une préoccupation environnementale majeure.

De nouvelles activités et usages en mer se développent, surtout à proximité des côtes : extraction de granulats marins, champs d'éoliennes, sports nautiques, aires marines protégées, etc. Ces activités génèrent de nouveaux emplois et nécessitent de plus en plus un arbitrage de ces usages sur un même territoire littoral, en mer comme à terre. En parallèle, les activités traditionnelles comme la pêche et l'aquaculture marines peinent à se maintenir. Leur emploi diminue depuis plusieurs années. ■

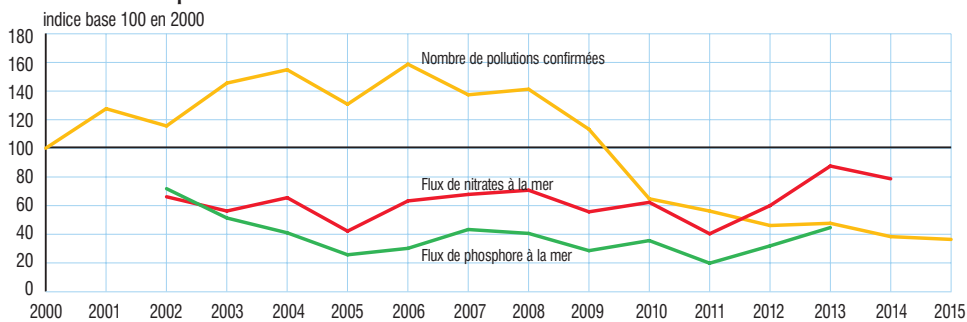
Environnement littoral et marin en métropole 1.2

1. Indicateurs des territoires selon leur distance à la mer en 2010



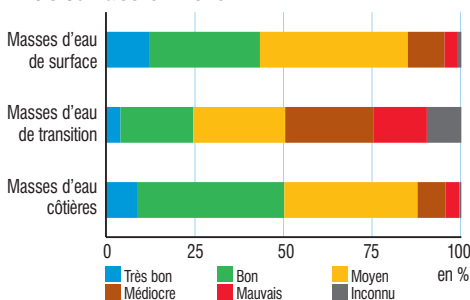
Champs : France métropolitaine
Sources : Insee, RP 2013 ; Insee, RFL 2010 ; UE-SDES, CORINE Land Cover 2012 ; MTES-MNHN, janvier 2017 ; calculs SDES (Observatoire national de la mer et du littoral).

2. Évolution des pollutions marines et des flux de nutriments à la mer de 2000 à 2015



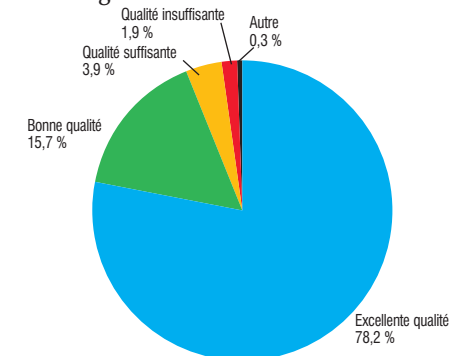
Champ : France métropolitaine, eaux sous juridiction.
Sources : Cedre ; agences de l'Eau-Schapi, banque Hydro, MTES ; calculs Cerema, RTrend® et SDES.

3. État écologique des masses d'eau de surface en 2013



Champ : France, masses d'eau de surface.
Note : l'ensemble des masses d'eau de surface (cours d'eau, lacs, littoral) comprend les masses d'eau de transition et les masses d'eau côtières.
Sources : agences et offices de l'Eau, Onema, ministère en charge de l'Environnement, état des lieux 2013 ; calculs SDES (Observatoire national de la mer et du littoral).

4. Répartition de la qualité des eaux de baignade en mer en 2015



Champ : France, zones de baignade en mer.
Sources : ministère en charge de la santé, 2015, calculs SDES (Observatoire national de la mer et du littoral).